

États financiers consolidés non audités

THOMSON REUTERS CORPORATION ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET (non audité)

non audité)

		Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Note	2025	2024
ACTIVITÉS POURSUIVIES			
Produits des activités ordinaires	2	1 900	1 885
Charges d'exploitation	5	(1 108)	(1 081)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		(27)	(28)
Dotation aux amortissements des logiciels		(174)	(153)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		(25)	(25)
Autres pertes d'exploitation, montant net	6	(3)	(41)
Bénéfice d'exploitation		563	557
Charges financières, montant net			
Charge d'intérêts, montant net	7	(30)	(40)
Autres (charges) produits financiers	7	(10)	22
Résultat avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		523	539
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	(6)	(8)
Charge d'impôt	9	(92)	(67)
Bénéfice lié aux activités poursuivies		425	464
Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt		9	14
Bénéfice net		434	478
Bénéfice (perte) attribuable aux :			
Actionnaires ordinaires		434	481
Participations ne donnant pas le contrôle		-	(3)
Résultat par action	10		
Résultat par action de base et dilué :			
Lié aux activités poursuivies		0,94 \$	1,03 \$
Lié aux activités abandonnées		0,02	0,03
Résultat de base et dilué par action		0,96 \$	1,06 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Note	Trimestres clos les 31 mars	
		2025	2024
Bénéfice net		434	478
Autres éléments du résultat global			
Éléments reclassés ou susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net :			
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net	7	3	30
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en capitaux propres		(5)	(21)
Produit d'impôt lié à la partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en capitaux propres		1	-
Partie des écarts de conversion comptabilisée en capitaux propres		102	(71)
		101	(62)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :			
Ajustements de juste valeur des actifs financiers	11	(6)	1
Produit d'impôt lié à l'ajustement de juste valeur des actifs financiers		1	-
Réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		8	17
Charge d'impôt liée à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		(2)	(4)
		1	14
Autres éléments du résultat global		102	(48)
Résultat global		536	430
Résultat global de la période attribuable aux :			
Actionnaires ordinaires			
Activités poursuivies		527	424
Activités abandonnées		9	14
Participations ne donnant pas le contrôle		-	(8)
Résultat global		536	430

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

		31 mars	31 décembre
(en millions de dollars américains)	Note	2025	2024
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	1 371	1 968
Créances clients et autres créances d'exploitation		1 055	1 087
Autres actifs financiers	11	35	35
Charges payées d'avance et autres actifs courants		428	400
Actifs courants		2 889	3 490
Immobilisations corporelles, montant net		375	386
Logiciels, montant net		1 641	1 453
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net		3 151	3 134
Goodwill		7 719	7 262
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	269	269
Autres actifs financiers	11	452	442
Autres actifs non courants	12	615	625
Actifs d'impôt différé		1 367	1 376
Total de l'actif		18 478	18 437

PASSIF ET CAPITAUX PROPRES

Passif

Dette courante	11	973	973
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	13	878	1 091
Passifs d'impôt exigible		177	197
Produits différés		1 016	1 062
Autres passifs financiers	11	115	113
Passifs courants		3 159	3 436
Dette à long terme	11	1 840	1 847
Provisions et autres passifs non courants	14	665	675
Autres passifs financiers	11	215	232
Passifs d'impôt différé		303	241
Total du passif		6 182	6 431

Capitaux propres

Capital-actions	15	3 520	3 498
Résultats non distribués		9 871	9 699
Cumul des autres éléments du résultat global		(1 095)	(1 191)
Total des capitaux propres		12 296	12 006
Total du passif et des capitaux propres		18 478	18 437
Éventualités (note 18)			

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	Note	2025	2024
Flux de trésorerie liés aux :			
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Bénéfice lié aux activités poursuivies		425	464
Ajustements au titre des éléments suivants :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		27	28
Dotation aux amortissements des logiciels		174	153
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		25	25
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	6	8
Impôt différé		19	(150)
Autres	16	64	48
Variation du fonds de roulement et d'autres éléments	16	(293)	(143)
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités poursuivies		447	433
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités abandonnées		(2)	(1)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		445	432
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	17	(606)	(448)
Paiements sur cessions d'entreprises et de placements		-	(4)
Produit tiré de la vente d'actions de LSEG	8	-	1 244
Dépenses d'investissement		(151)	(145)
Autres activités d'investissement		1	-
Impôt payé sur la vente d'actions de LSEG et les cessions d'entreprises		-	(16)
(Sorties) entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement		(756)	631
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Remboursements sur la dette		-	(48)
Emprunts aux termes des facilités d'emprunt à court terme, montant net	11	-	564
Paiements au titre du capital des contrats de location		(17)	(15)
Rachats d'actions ordinaires	15	-	(352)
Dividendes versés sur les actions privilégiées		(1)	(1)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	15	(259)	(237)
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	17	-	(380)
Autres activités de financement		(11)	(1)
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement		(288)	(470)
Écarts de conversion		2	(2)
(Diminution) augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(597)	591
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		1 968	1 298
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		1 371	1 889
Se reporter à la note 16 pour des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.			
Intérêts payés, déduction faite des couvertures liées à la dette	7	(18)	(25)
Intérêts reçus	7	19	13
Impôt sur le résultat payé	16	(108)	(113)

Les intérêts reçus et payés sont pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Le montant payé au titre de l'impôt sur le résultat est pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ou dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Capital-actions déclaré	Surplus d'apport	Capital-actions total	Résultats non distribués	Profit (perte) non comptabilisé sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2024	2 067	1 431	3 498	9 699	19	(1 210)	(1 191)	12 006	-	12 006
Bénéfice net	-	-	-	434	-	-	-	434	-	434
Autres éléments du résultat global	-	-	-	6	(6)	102	96	102	-	102
Résultat global	-	-	-	440	(6)	102	96	536	-	536
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)	-	(1)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(267)	-	-	-	(267)	-	(267)
Actions émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »)	8	-	8	-	-	-	-	8	-	8
Régimes de rémunération fondée sur des actions	64	(50)	14	-	-	-	-	14	-	14
Solde au 31 mars 2025	2 139	1 381	3 520	9 871	13	(1 108)	(1 095)	12 296	-	12 296

(en millions de dollars américains)	Capital-actions déclaré	Surplus d'apport	Capital-actions total	Résultats non distribués	Profit non comptabilisé sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Capitaux propres attribuables aux actionnaires	Participations ne donnant pas le contrôle (voir la note 17)	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2023	1 901	1 504	3 405	8 680	21	(1 042)	(1 021)	11 064	-	11 064
Bénéfice net	-	-	-	481	-	-	-	481	(3)	478
Autres éléments du résultat global	-	-	-	13	10	(66)	(56)	(43)	(5)	(48)
Résultat global	-	-	-	494	10	(66)	(56)	438	(8)	430
Participations ne donnant pas le contrôle à l'acquisition de filiales	-	-	-	-	-	-	-	-	388	388
Achat de participations ne donnant pas le contrôle	-	-	-	-	-	-	-	-	(380)	(380)
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)	-	(1)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(244)	-	-	-	(244)	-	(244)
Actions émises aux termes du RRD	7	-	7	-	-	-	-	7	-	7
Rachats d'actions ordinaires (voir la note 15)	(5)	-	(5)	(217)	-	-	-	(222)	-	(222)
Régimes de rémunération fondée sur des actions	89	(96)	(7)	-	-	-	-	(7)	-	(7)
Solde au 31 mars 2024	1 992	1 408	3 400	8 712	31	(1 108)	(1 077)	11 035	-	11 035

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Thomson Reuters Corporation

Notes annexes (non auditées)

(les montants sont exprimés en millions de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Note 1 : Description générale de l'entreprise et base de présentation

Description générale de l'entreprise

Thomson Reuters Corporation est une entreprise régie par les lois de l'Ontario (Canada) dont les actions ordinaires sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et au Nasdaq Global Select Market (« Nasdaq ») aux États-Unis, sous le symbole « TRI », et les actions privilégiées de série II sont cotées à la TSX.

Dans les présents états financiers consolidés, sauf indication contraire ou à moins que le contexte ne l'indique autrement, les termes la « société » et « Thomson Reuters » font référence à Thomson Reuters Corporation et à ses filiales.

La société propose des services à des professionnels dans les secteurs du droit, de la fiscalité, de l'audit, de la comptabilité, de la conformité, du gouvernement et des médias. Ses produits regroupent des logiciels et des connaissances hautement spécialisés pour fournir aux professionnels les données, les renseignements et les solutions leur permettant de prendre des décisions éclairées et pour aider les institutions dans leur quête de justice, de vérité et de transparence. Reuters, qui fait partie de Thomson Reuters, est un chef de file mondial du journalisme et de l'information de confiance.

Le comité d'audit du conseil d'administration de la société a approuvé les présents états financiers consolidés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires ») le 30 avril 2025.

Base de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été établis suivant les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, sauf pour ce qui est décrit ci-après. Les états financiers intermédiaires sont conformes à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »). Par conséquent, certaines informations, notamment dans les notes annexes, qui sont habituellement comprises dans les états financiers annuels préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») ont été omises ou résumées.

La préparation des états financiers conformément à IAS 34 fait appel à certaines estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la société. La note 2 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 décrit les domaines particulièrement complexes et faisant intervenir une part importante de jugement ainsi que ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers consolidés.

La société continue d'exercer ses activités dans un contexte macroéconomique incertain, reflétant le risque géopolitique continu, la croissance économique inégale et l'évolution des taux d'intérêt et du contexte inflationniste, entre autres facteurs. Bien que la société suive de près ces conditions afin d'évaluer les répercussions potentielles sur ses secteurs d'activité, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon significative dans l'avenir étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances.

Les états financiers intermédiaires ci-joints comprennent tous les ajustements, lesquels se composent des ajustements récurrents habituels, que la direction juge nécessaires à la présentation fidèle des résultats des activités d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie de la société. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui pourraient être obtenus pour une autre période intermédiaire ou pour l'exercice complet. Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2024, qui sont présentés dans le rapport annuel 2024 de la société.

Dans les présents états financiers, les symboles « \$ », « \$ CA », « £ » et « SEK » désignent respectivement le dollar américain, le dollar canadien, la livre sterling et la couronne suédoise.

Changements touchant les méthodes comptables

IAS 21 Effet des variations des cours des monnaies étrangères

En août 2023, l'IASB a publié des modifications d'IAS 21, qui fournissent des indications sur la manière de déterminer un taux de change pour convertir des transactions libellées et des états financiers présentés dans une monnaie qui ne peut être convertie en d'autres monnaies. Ces modifications sont entrées en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2025 et n'ont eu aucune incidence significative sur les états financiers de la société.

Récentes prises de position comptables

IFRS 18 États financiers : Présentation et informations à fournir et modifications connexes d'IAS 7 Tableau des flux de trésorerie

En avril 2024, l'IASB a publié IFRS 18 et des modifications d'IAS 7. IFRS 18 remplacera IAS 1 *Présentation des états financiers*. Tant IFRS 18 que les modifications d'IAS 7 s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2027.

IFRS 18 modifiera la présentation des états financiers de la société et ajoutera de nouvelles obligations d'information à fournir. Plus précisément, la nouvelle norme exige ce qui suit :

- L'état consolidé du résultat net devra être structuré en fonction des catégories exploitation, investissement et financement, et inclure des totaux partiels additionnels correspondant au résultat d'exploitation et au résultat avant financement et impôt sur le résultat;
- Les mesures de performance définies par la direction, qui représentent certaines des mesures non conformes aux IFRS de la société, devront être identifiées et définies, et une explication de leur utilité devra être fournie. Chaque mesure de performance définie par la direction devra faire l'objet d'un rapprochement avec le total partiel correspondant à la mesure conforme aux IFRS la plus directement comparable. Toutes les informations fournies au sujet des mesures de performance définies par la direction devront être présentées dans une seule note des états financiers consolidés;
- Des indications plus exhaustives concernant le regroupement ou la ventilation de l'information financière liée aux montants présentés dans les états financiers devront être appliquées.

Les modifications d'IAS 7 ont été publiées afin d'assurer la conformité de la présentation du tableau des flux de trésorerie préparé selon la méthode indirecte aux modifications devant être apportées à l'état du résultat net aux termes d'IFRS 18.

IFRS 18 et les modifications d'IAS 7 portent sur les informations à fournir et n'auront aucune incidence sur les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie de la société. La société évalue actuellement l'incidence de ces positions comptables sur ses informations à fournir.

Modifications d'IFRS 9 et d'IFRS 7 – Modifications du classement et de l'évaluation des instruments financiers

En mai 2024, l'IASB a publié des modifications à IFRS 9 *Instruments financiers* et à IFRS 7 *Instruments financiers : Informations à fournir*. Les modifications prévoient :

- un choix permettant la décomptabilisation des passifs financiers qui sont réglés par le biais d'un système de paiement électronique avant la date de règlement réelle, si certaines conditions sont remplies;
- des informations supplémentaires à fournir sur a) les placements dans des instruments de capitaux propres et b) les passifs financiers qui présentent des caractéristiques non liées au risque qui se rattache à un prêt de base, comme l'atteinte de cibles de développement durable, qui pourraient avoir une incidence sur les flux de trésorerie de ces passifs.

Les modifications s'appliquent aux périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2026. La société évalue actuellement l'incidence de ces modifications sur ses états financiers et les informations à fournir.

Les autres prises de position de l'IASB et de l'International Financial Reporting Interpretations Committee (« IFRIC ») ne s'appliquent pas à la société ou n'ont aucune incidence pour elle.

Note 2 : Produits des activités ordinaires

Produits des activités ordinaires, par type et par emplacement géographique

Les tableaux ci-après présentent la ventilation des produits des activités ordinaires par type et par emplacement géographique ainsi qu'un rapprochement avec les secteurs à présenter (se reporter à la note 3) :

Produits des activités ordinaires, par type (en millions de dollars américains)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/arrondissement		Total	
	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Trimestres clos les 31 mars	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
Récurents	675	698	400	370	207	199	175	164	-	-	(6)	(5)	1 451	1 426
Transactions	18	23	141	137	153	129	21	46	-	-	-	-	333	335
Publications mondiales	-	-	-	-	-	-	-	-	116	124	-	-	116	124
Total	693	721	541	507	360	328	196	210	116	124	(6)	(5)	1 900	1 885

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique ¹⁾ (en millions de dollars américains)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/ arrondissement		Total	
Trimestres clos les 31 mars	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024	2025	2024
États-Unis	546	586	415	391	295	265	41	62	92	95	(6)	(5)	1 383	1 394
Canada (pays de résidence)	27	23	5	5	12	13	1	1	7	10	-	-	52	52
Autres	8	7	23	26	41	38	2	2	3	3	-	-	77	76
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine, Amérique du Sud)	581	616	443	422	348	316	44	65	102	108	(6)	(5)	1 512	1 522
Royaume-Uni	72	66	38	34	6	7	110	105	8	9	-	-	234	221
Autres	11	10	41	35	2	1	29	28	1	1	-	-	84	75
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	83	76	79	69	8	8	139	133	9	10	-	-	318	296
Asie-Pacifique	29	29	19	16	4	4	13	12	5	6	-	-	70	67
Total	693	721	541	507	360	328	196	210	116	124	(6)	(5)	1 900	1 885

1) Les produits des activités ordinaires par emplacement géographique sont répartis en fonction de l'emplacement du client. Les produits découlant de l'entente conclue entre Reuters News et l'entreprise de services de données et d'analyse du London Stock Exchange Group (« LSEG »), le plus grand client de la société, sont inclus dans le poste du Royaume-Uni.

Note 3 : Informations sectorielles

La société comporte cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées. Les secteurs offrent des produits et des services à une clientèle cible, comme il est expliqué ci-dessous.

Professionnels du droit

Ce secteur propose aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales des outils de recherche et des produits de gestion des travaux propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.

Grandes sociétés

Ce secteur propose aux entreprises, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des produits axés sur le contenu, propulsés par des technologies de pointe de la société, notamment l'IA générative, ainsi que des solutions intégrées de conformité des processus conçues pour les aider à atteindre leurs objectifs commerciaux.

Fiscalité et comptabilité

Ce secteur propose aux cabinets de services de fiscalité, d'audit et de comptabilité (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par le secteur Grandes sociétés) des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux propulsés par des technologies de pointe, notamment l'IA générative.

Reuters News

Ce secteur fournit des services de nouvelles et des données économiques, financières et internationales aux groupes de médias, aux professionnels et aux consommateurs du monde entier par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters, de Reuters.com, de Reuters Events, des produits de Thomson Reuters et aux cabinets de services financiers exclusivement par le truchement des produits de LSEG.

Publications mondiales

Ce secteur fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier et fournit des services d'impression commerciale à une grande variété d'éditeurs de livres.

La société présente aussi de l'information sur la catégorie « Charges liées au siège social », qui comprend les charges liées aux fonctions générales et qui ne satisfait pas aux critères de présentation de l'information sectorielle.

L'information sectorielle et les rapprochements avec les données de l'état consolidé du résultat net sont présentés ci-dessous :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Produits des activités ordinaires		
Professionnels du droit	693	721
Grandes sociétés	541	507
Fiscalité et comptabilité	360	328
Reuters News	196	210
Publications mondiales	116	124
Éliminations/arrondissement	(6)	(5)
Produits des activités ordinaires	1 900	1 885
BAIIA ajusté		
Professionnels du droit	336	342
Grandes sociétés	213	193
Fiscalité et comptabilité	210	181
Reuters News	39	60
Publications mondiales	44	47
Total du BAIIA ajusté des secteurs à présenter	842	823
Charges liées au siège social	(33)	(17)
Ajustements de juste valeur ¹⁾	(17)	(2)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	(27)	(28)
Dotation aux amortissements des logiciels	(174)	(153)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(25)	(25)
Autres pertes d'exploitation, montant net	(3)	(41)
Bénéfice d'exploitation	563	557
Charge d'intérêts, montant net	(30)	(40)
Autres (charges) produits financiers	(10)	22
Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(6)	(8)
Charge d'impôt	(92)	(67)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	425	464

1) Comprennent des montants de 10 M\$ et de 4 M\$ pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024, respectivement, au titre des produits différés acquis.

Pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024, les produits de Reuters News comprenaient des montants respectifs de 6 M\$ et de 5 M\$ se rapportant principalement aux services liés au contenu fournis aux secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité.

Conformément à IFRS 8 *Secteurs opérationnels*, la société fournit certaines informations sur ses secteurs à présenter en se fondant sur les indicateurs que la direction utilise pour évaluer la performance de ces secteurs. Les mesures de la rentabilité sont définies ci-dessous et peuvent donc ne pas être comparables aux mesures similaires des autres sociétés.

BAIIA ajusté sectoriel

- Le BAIIA ajusté sectoriel correspond au bénéfice ou à la perte lié aux activités poursuivies, avant la charge ou le produit d'impôt, le montant net de la charge d'intérêts, les autres charges financières ou produits financiers, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, la quote-part revenant à la société du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les autres profits et pertes d'exploitation, certaines pertes de valeur d'actifs, les éléments liés au siège social et les ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis.
- La société ne considère pas ces éléments exclus comme des activités d'exploitation contrôlables aux fins de l'évaluation du rendement actuel des secteurs à présenter.
- Nous attribuons à chaque secteur, selon l'utilisation ou d'autres paramètres applicables, une partie des coûts des services de soutien centralisés, comme ceux liés à la technologie, aux activités commerciales, au marketing et à l'élaboration de produits et de contenus. De plus, les coûts des produits sont attribués lorsqu'un secteur vend des produits gérés par un autre secteur.

Note 4 : Caractère saisonnier

Les produits des activités ordinaires et le bénéfice d'exploitation consolidés de la société sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque cette dernière comptabilise une part importante de ses produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et engage habituellement ses coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, en ce qui concerne les secteurs, les produits des activités ordinaires de la société d'un trimestre à l'autre peuvent être touchés par le caractère saisonnier des activités, surtout le secteur Fiscalité et comptabilité, où les produits des activités ordinaires sont habituellement plus concentrés au premier et au quatrième trimestre.

Note 5 : Charges d'exploitation

Le tableau qui suit présente les composantes des charges d'exploitation :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Salaires, commissions et indemnités	573	570
Paielements fondés sur des actions	28	19
Avantages postérieurs à l'emploi	32	31
Total des frais de personnel	633	620
Biens et services ¹⁾	370	373
Contenu	78	71
Télécommunications	11	9
Installations	9	10
Ajustements de juste valeur ²⁾	7	(2)
Total des charges d'exploitation	1 108	1 081

1) Comprennent les charges liées à la technologie, les honoraires professionnels, les frais d'experts-conseils, le coût de la sous-traitance, les frais de commercialisation et d'autres frais généraux et frais d'administration.

2) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et les pertes sur les soldes intragroupe attribuables aux variations des taux de change survenant dans le cours normal des activités.

Note 6 : Autres pertes d'exploitation, montant net

Le montant net des autres pertes d'exploitation s'est établi à 3 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2025. Le montant net des autres pertes d'exploitation s'était établi à 41 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2024 et comprenait des coûts de transaction liés aux acquisitions et des coûts se rapportant à la provision liée aux questions juridiques.

Note 7 : Charges financières, montant net

Le montant net des charges financières comprend la charge (le produit) d'intérêts et les autres charges (produits) financiers, comme l'indique le tableau qui suit :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Charge d'intérêts		
Dettes	30	40
Autres, montant net	6	2
Pertes sur la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie, transfert depuis les capitaux propres	1	27
Profits de change sur la dette, montant net	(1)	(27)
Charge d'intérêts, montant net - dette et autres	36	42
Charge d'intérêts, montant net - contrats de location	3	3
Charge d'intérêts, montant net - régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	7	6
Produit d'intérêts	(16)	(11)
Charge d'intérêts, montant net	30	40

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Pertes (profits) nets attribuables aux variations des cours de change	6	(26)
Autres	4	4
Autres charges (produits) financiers	10	(22)

Le montant net des pertes (profits) attribuables aux variations des taux de change se compose principalement de montants liés à certaines ententes de financement intragroupe.

Note 8 : Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence à l'état consolidé de la situation financière s'établissaient à 269 M\$ au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024. La quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence présentée à l'état consolidé du résultat net s'est établie à 6 M\$ et à 8 M\$, respectivement, pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024.

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2024, la société a vendu 10,1 millions d'actions de LSEG qu'elle détenait indirectement par le truchement de sa participation directe dans York Parent Limited et ses filiales (« YPL »), une entreprise associée significative pour la société à ce moment. La société a tiré un produit brut de 1,2 G\$ de la vente de ces actions de LSEG, dont une tranche de 57 M\$ se rapportant au règlement de contrats de change (se reporter à la note 11). Le total du produit, y compris les montants liés au règlement des contrats de change, a été comptabilisé dans les activités d'investissement au tableau consolidé des flux de trésorerie. En mai 2024, la société a vendu le reste de ses actions de LSEG détenues indirectement, et depuis la date de la vente de ces actions, YPL n'est plus une entreprise associée significative de la société.

La quote-part de la société (de la perte) du bénéfice après impôt de sa participation dans YPL se compose de ce qui suit :

	Trimestre clos le 31 mars
(en millions de dollars américains)	2024
Diminution du cours de l'action de LSEG	(49)
Pertes de change sur les actions de LSEG	(7)
Profit sur options d'achat	22
Données historiques exclues de l'ajustement des capitaux propres ¹⁾	34
YPL – Quote-part de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	-

1) Représentent les produits découlant de la comptabilisation de l'incidence cumulative résiduelle des opérations sur capitaux propres exclues de la participation de la société dans YPL.

Le tableau qui suit présente un sommaire de l'information financière pour 100 % de YPL pour le trimestre clos le 31 mars 2024.

	Trimestre clos le 31 mars
(en millions de dollars américains)	2024
Valeur de marché des actions de LSEG	(258)
Profit sur options d'achat	74
Perte nette	(184)
Résultat global	(184)

Note 9 : Imposition

Pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024, respectivement, la charge d'impôt s'est élevée à 92 M\$ et à 67 M\$. Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, la charge d'impôt reflétait un montant de 15 M\$ au titre d'un produit d'impôt découlant de la reprise de provisions pour impôt par suite de la résolution favorable d'un litige fiscal.

En outre, en janvier 2024, la société a commencé à comptabiliser la charge d'impôt liée au « modèle de règles du Pilier 2 » publié par l'Organisation de coopération et de développement économiques et en vigueur dans les principaux territoires où la société exerce ses activités. Ces règles visent à assujettir les grandes entreprises multinationales à un taux d'imposition minimal dans chacun des territoires où elles exercent leurs activités. De façon générale, le modèle de règles du Pilier 2 applique un système d'impôt complémentaire afin de porter le taux d'imposition effectif de l'entreprise dans chacun des territoires à au moins 15 %. Pour chacun des trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024, la société a comptabilisé une charge d'impôt complémentaire de 2 M\$ attribuable aux bénéfices réalisés en Suisse.

La charge d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. La charge ou le produit d'impôt des périodes intermédiaires n'est pas nécessairement représentatif du produit ou de la charge d'impôt pour l'exercice complet puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet.

Note 10 : Résultat par action

Le résultat de base par action correspond au résultat attribuable aux actionnaires ordinaires moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, divisé par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et des unités d'actions différées (« UAD ») acquises qui étaient en cours pendant la période. Les UAD représentent les actions ordinaires que certains membres du personnel ont choisi de recevoir à la place d'une rémunération en trésorerie lorsqu'ils auront acquis les droits relatifs aux attributions fondées sur des actions.

Le résultat dilué par action a été obtenu à partir du dénominateur du calcul du résultat de base décrit plus haut, ajusté de façon à tenir compte de l'effet potentiellement dilutif des options sur actions et des unités d'actions de négociation restreinte temporelles (« UANRT ») en cours.

Le résultat utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action et du résultat par action lié aux activités poursuivies est présenté ci-après :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	434	481
Moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(1)
Bénéfice utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action	433	480
Moins le bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(9)	(14)
Bénéfice utilisé pour le calcul du résultat par action lié aux activités poursuivies	424	466

Le tableau qui suit présente le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de même que le rapprochement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	450 153 366	451 984 791
Nombre moyen pondéré d'UAD acquises	136 518	141 538
Résultat de base	450 289 884	452 126 329
Incidence des options sur actions et des UANRT	539 466	700 734
Résultat dilué	450 829 350	452 827 063

Note 11 : Instruments financiers**Actifs et passifs financiers**

Les tableaux ci-après détaillent les actifs et passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière :

31 mars 2025 (en millions de dollars américains)	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global					Total
	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	371	1 000	-	-	-	1 371
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 055	-	-	-	-	1 055
Autres actifs financiers courants	5	30	-	-	-	35
Autres actifs financiers non courants	10	343	99	-	-	452
Dette courante	(973)	-	-	-	-	(973)
Dettes fournisseurs (note 13)	(136)	-	-	-	-	(136)
Charges à payer (note 13)	(628)	-	-	-	-	(628)
Autres passifs financiers courants ¹⁾	(73)	(17)	-	(25)	-	(115)
Dette à long terme	(1 840)	-	-	-	-	(1 840)
Autres passifs financiers non courants ²⁾	(190)	(25)	-	-	-	(215)
Total	(2 399)	1 331	99	(25)	-	(994)

31 décembre 2024 (en millions de dollars américains)	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	873	1 095	-	-	1 968
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 087	-	-	-	1 087
Autres actifs financiers courants	7	28	-	-	35
Autres actifs financiers non courants	11	332	99	-	442
Dette courante	(973)	-	-	-	(973)
Dettes fournisseurs (note 13)	(176)	-	-	-	(176)
Charges à payer (note 13)	(799)	-	-	-	(799)
Autres passifs financiers courants ¹⁾	(75)	(17)	-	(21)	(113)
Dette à long terme	(1 847)	-	-	-	(1 847)
Autres passifs financiers non courants ²⁾	(198)	(34)	-	-	(232)
Total	(2 090)	1 404	99	(21)	(608)

1) Comprennent des obligations locatives de 58 M\$ (58 M\$ en 2024).

2) Comprennent des obligations locatives de 190 M\$ (198 M\$ en 2024).

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Du montant total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des sommes de 133 M\$ et de 115 M\$ au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024, respectivement, étaient détenues par des filiales soumises à des restrictions réglementaires ou contractuelles ou exerçant leurs activités dans des pays où des contrôles de change ou d'autres restrictions légales existaient et n'étaient donc pas disponibles pour les besoins généraux de la société.

Programme de papier commercial

Le programme de papier commercial de 2,0 G\$ de la société lui fournit un financement efficace et flexible à court terme. Il n'y avait aucun papier commercial en cours au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024.

Facilité de crédit

La société a une entente de facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ qui vient à échéance en novembre 2027 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de son programme de papier commercial). Au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024, aucun emprunt sur cette facilité de crédit n'était en cours. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la convention de facilité de crédit est fonction du taux de financement à un jour garanti (Secured Overnight Financing Rate ou « SOFR ») à terme, du taux interbancaire offert en euros (l'« EURIBOR ») ou du taux Simple Sterling Overnight Index Average (« SONIA »), majoré de 102,5 points de base. La société peut demander une augmentation de l'engagement des prêteurs d'un montant global de 600 M\$, jusqu'à un montant maximal de 2,6 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

La société garantit les emprunts de ses filiales aux termes de la facilité de crédit. La société est également tenue de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établi le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit) d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si la société réalisait une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, elle pourrait choisir, sous réserve de la présentation d'un avis, d'augmenter temporairement le ratio de la dette nette sur le BAIIA à 5,0 pour 1 à la fin du trimestre au cours duquel la transaction a été conclue et pour chacun des trois trimestres suivant immédiatement la transaction. À la fin de cette période, le ratio reviendrait à 4,5 pour 1. Au 31 mars 2025, la société respectait cette clause restrictive puisque son ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de sa facilité de crédit consortiale, s'établissait à 0,5 pour 1.

Contrats de change

La société a auparavant conclu des contrats de change conçus pour réduire le risque de change à l'égard d'une partie de son ancienne participation indirecte dans LSEG, qui était libellée en livres sterling. Ces instruments n'étaient pas liés aux fluctuations du cours de l'action de LSEG. En mai 2024, la société a réglé les contrats de change restants dans le cadre de la vente du reste de ses actions de LSEG (se reporter à la note 8).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2024, la société a réglé des contrats de change d'un notionnel de 0,9 G£ (1,2 G\$) pour un produit net de 57 M\$ dans le cadre de la vente de 7,5 millions d'actions de LSEG.

Les contrats de change sont comptabilisés à leur juste valeur dans l'état consolidé de la situation financière, et les variations de leur juste valeur, dans l'état consolidé du résultat net. Pour le trimestre clos le 31 mars 2024, un profit de 1 M\$ a été inscrit au poste « Autres (charges) produits financiers » de l'état consolidé du résultat net relativement à ces contrats de change par suite des fluctuations du taux de change entre le dollar américain et la livre sterling. La société n'avait aucun contrat de change en cours au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024.

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres créances d'exploitation ainsi que des dettes d'exploitation et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée. La juste valeur de la dette à long terme et des instruments dérivés liés est présentée ci-après.

Dette et instruments dérivés connexes

Valeur comptable

Les montants comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière sont appelés « valeur comptable ». Les valeurs comptables de la dette primaire sont prises en compte aux postes « Dette courante » ou « Dette à long terme », et les valeurs comptables des instruments dérivés sont prises en compte aux postes « Autres actifs financiers » et « Autres passifs financiers », courants et non courants, selon le cas, de l'état consolidé de la situation financière.

Juste valeur

La juste valeur de la dette est estimée au moyen des prix cotés sur le marché pour des instruments similaires ou des taux courants offerts à la société pour une dette dont l'échéance est identique. La juste valeur des swaps sur taux d'intérêt est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés selon les taux actuels de marché et compte tenu du risque de non-exécution.

Échange de dette

En mars 2025, la société a réalisé les offres d'échange de dette annoncées en février 2025. L'objectif de cet échange était d'optimiser la structure du capital de la société et d'aligner la génération de produits des activités ordinaires sur la dette. Les détenteurs de billets libellés en dollars américains initialement émis par Thomson Reuters Corporation (« TRC ») (les « anciens billets ») se sont vu offrir la possibilité de recevoir des billets émis par TR Finance LLC (« TR Finance »), une filiale américaine en propriété exclusive indirecte de TRC (les « nouveaux billets »). Les résultats de cet échange se détaillent comme suit :

Série de billets (en millions de dollars américains)	Montant en capital des nouveaux billets émis par TR Finance	Montant en capital restant des anciens billets émis par TRC	Montant en capital des billets en circulation
Billets à 3,35 % échéant en 2026	441	59	500
Billets à 5,85 % échéant en 2040	453	47	500
Billets à 4,50 % échéant en 2043	84	35	119
Billets à 5,65 % échéant en 2043	337	13	350
Déventures à 5,50 % échéant en 2035	373	27	400
Total	1 688	181	1 869

Les nouveaux billets émis par TR Finance sont assortis des mêmes taux d'intérêt, dates de versement des intérêts et dates d'échéance que ceux des séries correspondantes d'anciens billets. Les nouveaux billets sont intégralement et inconditionnellement garantis en ce qui a trait au remboursement du capital et au versement d'intérêts par TRC ainsi que par West Publishing Corporation, Thomson Reuters Applications Inc. et Thomson Reuters (Tax & Accounting) Inc., qui sont toutes des filiales américaines en propriété exclusive indirecte de TRC. Les trois filiales américaines garantes garantissent également les anciens billets restants de TRC de la même manière que TRC ainsi que les billets de TR Finance.

L'échange ne constituait pas une extinction de la dette. Par conséquent, cette transaction n'a pas donné lieu à la décomptabilisation de la dette existante. Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, la société a versé un montant de 4 M\$ au titre de frais liés à la sollicitation des détenteurs de billets qui ont participé aux offres d'échange. Ce montant est pris en compte au poste « Autres (charges) produits financiers » de l'état consolidé du résultat net. Par ailleurs, des coûts de transaction de 7 M\$ ont été comptabilisés en réduction de la valeur comptable de la dette à long terme à l'état consolidé de la situation financière. Les paiements en trésorerie des coûts et frais liés à l'échange sont comptabilisés au poste « Autres activités de financement » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

Les tableaux qui suivent résument la dette et les instruments dérivés liés qui couvrent les flux de trésorerie de cette dette :

31 mars 2025 (en millions de dollars américains)	Valeur comptable		Juste valeur	
	Dette primaire	Instrument s dérivés	Dette primaire	Instrument s dérivés
Billets à 2,239 %, 1 400 \$ CA, échéant en 2025	973	25	972	25
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	498	-	493	-
Billets à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	491	-	518	-
Billets à 4,50 %, 119 \$, échéant en 2043	115	-	95	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	341	-	346	-
Débetures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	395	-	412	-
Total	2 813	25	2 836	25
Partie courante	973	25		
Partie non courante	1 840	-		

31 décembre 2024 (en millions de dollars américains)	Valeur comptable		Juste valeur	
	Dette primaire	Instruments dérivés	Dette primaire	Instruments dérivés
Billets à 2,239 %, 1 400 \$ CA, échéant en 2025	973	21	968	21
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	499	-	491	-
Billets à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	493	-	507	-
Billets à 4,50 %, 119 \$, échéant en 2043 ¹⁾	116	-	94	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	342	-	338	-
Débetures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	397	-	401	-
Total	2 820	21	2 799	21
Partie courante	973	21		
Partie non courante	1 847	-		

1) Les billets ont été remboursés en partie en octobre 2018.

Estimation de juste valeur

Les instruments financiers inscrits dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur ont été évalués selon une hiérarchie à plusieurs niveaux, qui sont les suivants :

- Niveau 1 – prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 – données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 – données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Les tableaux ci-après indiquent les niveaux de la hiérarchie des données qui ont servi à l'évaluation de la juste valeur des instruments comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière :

31 mars 2025 (en millions de dollars américains)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Actifs				
Comptes du marché monétaire et autres titres	-	1 000	-	1 000
Autres créances ¹⁾	-	-	373	373
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	1 000	373	1 373
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ²⁾	1	-	98	99
Total des actifs	1	1 000	471	1 472
Passifs				
Dérivés utilisés à des fins de couverture ³⁾	-	(25)	-	(25)
Contrepartie éventuelle ⁴⁾	-	-	(42)	(42)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	(25)	(42)	(67)
Total des passifs	-	(25)	(42)	(67)

31 décembre 2024 (en millions de dollars américains)	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Actifs				
Comptes du marché monétaire et autres titres	-	1 095	-	1 095
Autres créances ¹⁾	-	-	360	360
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	1 095	360	1 455
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ²⁾	1	-	98	99
Total des actifs	1	1 095	458	1 554
Passifs				
Dérivés utilisés à des fins de couverture ³⁾	-	(21)	-	(21)
Contrepartie éventuelle ⁴⁾	-	-	(51)	(51)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	(21)	(51)	(72)
Total des passifs	-	(21)	(51)	(72)

- 1) Créance aux termes d'une entente d'indemnisation et créance éventuelle (se reporter à la section ci-après).
- 2) Placements détenus dans des entités sur lesquelles la société n'exerce ni contrôle, ni contrôle conjoint, ni influence notable.
- 3) Composés de swaps de devises fixe-fixe sur la dette.
- 4) Obligations liées au versement d'une contrepartie additionnelle pour des acquisitions antérieures, en fonction de certaines mesures de performance dont il a été convenu par contrat au moment de l'acquisition, et à l'achat d'actions auprès des actionnaires minoritaires d'une filiale.

Les autres créances du niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs comprennent des montants à recevoir aux termes d'une entente d'indemnisation et des créances éventuelles de 89 M\$ (88 M\$ en 2024) liées à la vente de notre entreprise FindLaw en décembre 2024, dont la juste valeur est soumise à l'atteinte de certains jalons de rendement jusqu'en juin 2026. L'augmentation des créances entre le 31 décembre 2024 et le 31 mars 2025 découle principalement des profits liés à la juste valeur associés à l'entente d'indemnisation en raison de la variation des taux d'intérêt associés au profil de crédit des contreparties à l'entente d'indemnisation et des profits de change nets, qui sont pris en compte au poste « Bénéfice lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt » de l'état consolidé du résultat net.

La société comptabilise les transferts entre les niveaux de la hiérarchie à la clôture de la période de présentation au cours de laquelle l'événement ou le changement de circonstance ayant entraîné le transfert a eu lieu. Il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie pour le trimestre clos le 31 mars 2025.

Techniques d'évaluation

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (p. ex., les instruments dérivés hors cote) est établie au moyen de techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation utilisent au maximum les données de marché observables qui sont disponibles et reposent aussi peu que possible sur des estimations propres à l'entité. Si toutes les données d'entrée importantes nécessaires à la détermination de la juste valeur de l'instrument sont observables, l'instrument se classe au niveau 2. Si l'une ou plusieurs des données importantes ne sont pas basées sur des données observables de marché, l'instrument est alors classé dans le niveau 3.

Les techniques d'évaluation particulières ayant servi à l'évaluation des instruments financiers comprennent les suivantes :

- La juste valeur des placements reflète essentiellement des cours liés aux rondes de financement.
- La juste valeur des swaps combinés sur taux d'intérêt et devises correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs, sur la base de courbes de rendement observables.
- La juste valeur des créances aux termes de l'entente d'indemnisation tient compte des flux de trésorerie futurs estimatifs, des taux d'intérêt en vigueur sur le marché et du risque de non-exécution.
- La juste valeur des créances éventuelles liées à la vente de FindLaw est fondée sur une analyse des flux de trésorerie actualisés.
- La juste valeur de la composante passif de la contrepartie éventuelle est fondée sur des estimations des produits des activités ordinaires futurs ou sur l'atteinte de certains jalons commerciaux.

Note 12 : Autres actifs non courants

Les composantes des autres actifs non courants comprennent ce qui suit :

	31 mars	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2025	2024
Valeur de rachat de polices d'assurance vie	370	370
Commissions différées	93	98
Excédents nets des régimes à prestations définies	43	40
Autres actifs non courants ¹⁾	109	117
Total des autres actifs non courants	615	625

1) Comprennent un impôt à recevoir de HM Revenue & Customs (« HMRC ») de 92 M\$ et de 89 M\$ au 31 mars 2025 et au 31 décembre 2024, respectivement (se reporter à la note 18).

Note 13 : Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions

Les composantes des dettes d'exploitation, charges à payer et provisions comprennent ce qui suit :

	31 mars	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2025	2024
Dettes fournisseurs	136	176
Charges à payer	628	799
Provisions	66	63
Autres passifs courants	48	53
Total des dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	878	1 091

Note 14 : Provisions et autres passifs non courants

Les composantes des provisions et autres passifs non courants comprennent ce qui suit :

	31 mars	31 décembre
(en millions de dollars américains)	2025	2024
Obligations nettes au titre des régimes à prestations définies	521	523
Rémunération et intéressement du personnel différés	70	75
Provisions	66	62
Autres passifs non courants	8	15
Total des provisions et autres passifs non courants	665	675

Note 15 : Capital-actions**Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »)**

La société rachète occasionnellement des actions (pour les annuler ultérieurement) conformément à sa stratégie de gestion du capital. Les rachats d'actions sont généralement effectués dans le cadre d'une offre de rachat. Le 1^{er} novembre 2023, la société a annoncé son intention de racheter un montant maximal de 1,0 G\$ d'actions ordinaires dans le cadre d'une offre de rachat renouvelée, qui a été approuvée par la TSX et est entrée en vigueur le 1^{er} novembre 2023. Aux termes de l'offre de rachat renouvelée, jusqu'à 10 millions d'actions ordinaires ont pu être rachetées entre le 3 novembre 2023 et le 2 novembre 2024. En mai 2024, la société a mis fin au programme de rachat de 1,0 G\$ d'actions.

Il n'y a eu aucun rachat d'actions au cours du trimestre clos le 31 mars 2025. Au trimestre clos le 31 mars 2024, la société avait racheté 2,3 millions d'actions ordinaires totalisant 352 M\$ au prix moyen de 153,50 \$ par action.

Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre de son régime de réinvestissement des dividendes.

Le tableau qui suit fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes versés sur les actions ordinaires :

	Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	2025	2024
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,595 \$	0,54 \$
Dividendes déclarés	267	244
Dividendes réinvestis	(8)	(7)
Dividendes versés	259	237

Note 16 : Informations additionnelles sur les flux de trésorerie

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Autres » de la section sur les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation du tableau consolidé des flux de trésorerie :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Charges hors trésorerie liées aux avantages du personnel	41	34
Pertes (profits) nets de change et sur instruments financiers dérivés	9	(23)
Ajustements de juste valeur (note 5)	7	(2)
Autres	7	39
	64	48

Le tableau qui suit détaille les composantes du poste « Variation du fonds de roulement et d'autres éléments » de la section sur les entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation du tableau consolidé des flux de trésorerie :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Créances clients et autres créances d'exploitation	52	101
Charges payées d'avance et autres actifs courants	17	3
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	(245)	(274)
Produits différés	(66)	(76)
Impôt sur le résultat ¹⁾	(35)	120
Autres	(16)	(17)
	(293)	(143)

1) Le montant du trimestre clos le 31 mars 2024 tient compte du passif d'impôt exigible comptabilisé sur la vente des actions de LSEG (se reporter à la note 8), dont les paiements d'impôt sont inclus dans les activités d'investissement.

Le tableau qui suit détaille les composantes de l'impôt payé :

(en millions de dollars américains)	Trimestres clos les 31 mars	
	2025	2024
Activités d'exploitation - activités poursuivies	(108)	(97)
Activités d'investissement - activités poursuivies	-	(16)
Total de l'impôt payé	(108)	(113)

Note 17 : Acquisitions

Les acquisitions se composent de l'achat d'une participation donnant ou ne donnant pas le contrôle dans une entreprise. Les acquisitions de participations donnant le contrôle sont intégrées aux activités actuelles de la société afin d'élargir son offre de produits et services aux clients et d'accroître sa présence sur les marchés internationaux. Les résultats des entreprises acquises sont comptabilisés dans les états financiers consolidés depuis leur date d'acquisition.

En 2024, la société a fait l'acquisition, par étapes, de Pagero, ce qui a donné lieu à la présentation de la contrepartie dans les parties portant sur les activités d'investissement et de financement du tableau consolidé des flux de trésorerie. Se reporter à la rubrique « Pagero » pour de plus amples informations à ce sujet.

Activités d'acquisition

Le tableau qui suit présente le nombre d'acquisitions réalisées et la contrepartie connexe pour les trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024 :

(en millions de dollars américains, sauf les nombres de transactions)	Trimestres clos les 31 mars			
	2025		2024	
	Nombre de transactions	Contrepartie en trésorerie	Nombre de transactions	Contrepartie en trésorerie
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie	1	585	2	438
Participations dans des entreprises	2	10	2	6
Paiements au titre des contreparties différées et éventuelles		11		4
	3	606	4	448

Le tableau qui suit donne une brève description des acquisitions les plus importantes réalisées au cours des trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024 :

Date	Société	Secteurs acquéreurs	Description
Janvier 2025	cPaperless, LLC (« SafeSend »)	Fiscalité et comptabilité	Fournisseur américain de technologie infonuagique native pour les professionnels de la fiscalité et de la comptabilité. SafeSend automatise les dernières étapes de la production de déclarations fiscales, y compris l'assemblage, la révision, la signature électronique du contribuable et l'expédition.
Janvier 2024	Pagero Group AB (publ) (« Pagero »)	Grandes sociétés	Entreprise qui est un chef de file mondial des solutions de facturation électronique et d'impôt indirect, qu'elle fournit par l'entremise de son réseau Smart Business Network.
Janvier 2024	World Business Media Limited (« The Insurer »)	Reuters News	Fournisseur multiplateforme de contenu éditorial par abonnement pour le secteur mondial de l'assurance et de la réassurance dommages et risques de spécialités.

Les actifs nets acquis, y compris les ajustements du prix d'acquisition, se détaillaient comme suit :

(en millions de dollars américains)	Trimestre clos le 31 mars	
	2025	
		SafeSend
Trésorerie et équivalents de trésorerie		14
Créances clients		11
Charges payées d'avance et autres actifs courants		2
Actifs courants		27
Immobilisations corporelles		1
Logiciels		215
Autres immobilisations incorporelles identifiables		38
Autres actifs non courants		1
Total de l'actif		282
Dettes d'exploitation et charges à payer		(5)
Produits différés		(16)
Passifs courants		(21)
Autres passifs financiers		(1)
Impôt différé		(53)
Total du passif		(75)
Actifs nets acquis		207
Goodwill		392
Total		599
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie		585

(en millions de dollars américains)	Trimestre clos le 31 mars 2024		
	Pagero	Autres	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	10	2	12
Créances clients	21	3	24
Charges payées d'avance et autres actifs courants	6	1	7
Actifs courants	37	6	43
Immobilisations corporelles	8	-	8
Logiciels	255	-	255
Autres immobilisations incorporelles identifiables	30	18	48
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	45	-	45
Autres actifs non courants	4	-	4
Total de l'actif	379	24	403
Dettes d'exploitation et charges à payer	(39)	(1)	(40)
Passif d'impôt exigible	(1)	(1)	(2)
Produits différés	(17)	(5)	(22)
Autres passifs financiers	(2)	(6)	(8)
Passifs courants	(59)	(13)	(72)
Dette à long terme	(48)	-	(48)
Provisions et autres passifs non courants	(1)	-	(1)
Autres passifs financiers	(14)	(11)	(25)
Impôt différé	(33)	(5)	(38)
Total du passif	(155)	(29)	(184)
Actifs nets acquis	224	(5)	219
Goodwill	573	46	619
Total	797	41	838
Entreprises acquises, déduction faite de la trésorerie	399	39	438
Participations ne donnant pas le contrôle	388	-	388

L'excédent du prix d'acquisition sur le total net des actifs acquis a été inscrit à titre de goodwill. Il représente les synergies et la valeur des ressources humaines obtenues dans le cadre de l'acquisition. La majeure partie du goodwill lié aux acquisitions réalisées au cours des trimestres clos les 31 mars 2025 et 2024 ne devrait pas être déductible aux fins de l'impôt.

Répartition du prix d'acquisition

La répartition du prix de certaines acquisitions pourrait être ajustée par suite de l'achèvement des évaluations définitives. La répartition du prix de l'acquisition de Pagero a été achevée au 31 décembre 2024. Par conséquent, le montant des actifs nets acquis au 31 mars 2024 a été révisé pour refléter les ajustements finaux du prix d'acquisition, ce qui tient compte des logiciels, des autres immobilisations incorporelles identifiables, du goodwill, des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, de la trésorerie et des équivalents de trésorerie ainsi que d'autres actifs.

Pagero

En janvier 2024, la société a fait l'acquisition d'une participation donnant le contrôle dans Pagero dans le cadre d'une offre publique de rachat. Par la suite, la société a acheté la participation restante auprès d'actionnaires minoritaires afin de porter à 100 % sa participation dans Pagero.

La participation ne donnant pas le contrôle a été évaluée à la juste valeur, selon le prix de rachat de 50 SEK par action, à la date de l'acquisition et comptabilisée dans les capitaux propres. Après la date d'acquisition, la participation ne donnant pas le contrôle a été ajustée en fonction de sa quote-part des variations des capitaux propres. Après que la société a obtenu le contrôle de Pagero, les rachats des actions restantes effectués auprès des détenteurs des participations ne donnant pas le contrôle ont réduit les capitaux propres et ont été présentés dans les activités de financement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

Autres

Les produits des activités ordinaires et le bénéfice d'exploitation qu'ont enregistrés les entreprises acquises n'ont pas été significatifs par rapport aux résultats d'exploitation de la société.

Note 18 : Éventualités**Actions et réclamations en justice**

La société est partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales, les questions de protection des renseignements personnels et des données, et les questions liées à la diffamation et à la violation de la propriété intellectuelle. Ces procédures contre la société restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. L'issue des litiges est difficile à prévoir avec certitude en raison de divers facteurs, y compris, sans s'y limiter, la nature préliminaire de certaines réclamations, l'incertitude concernant les hypothèses et les demandes relatives aux préjudices allégués, un dossier factuel incomplet, l'incertitude concernant les principes juridiques et les procédures judiciaires et leur résolution par les tribunaux, que ce soit en première instance ou en appel, de même que la nature imprévisible des parties adverses. À la lumière des renseignements dont nous disposons actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur notre situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

La société est assujettie à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires et fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales de la société et proposer des ajustements ou des changements à apporter à ses déclarations fiscales.

La société maintient donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée ses risques. Ces provisions sont établies à l'aide des estimations les plus probables de la société quant au montant qui devrait être payé, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, la société calcule la valeur attendue afin de déterminer le montant de ses provisions. La société réévalue ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et fait des ajustements selon l'évolution des faits et circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante du montant provisionné par la société. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur la situation financière de la société dans son ensemble.

Avant le 31 décembre 2023, la société a payé des impôts de 430 M\$ comme l'exigeaient les avis d'imposition émis par l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, qui collectivement se rapportaient aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 de certaines des filiales actuelles et des anciennes filiales de la société au Royaume-Uni. La société n'estime pas que ces filiales actuelles et ces anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés. Étant donné que la société croit que sa position est appuyée par la loi, elle entend défendre vigoureusement sa position et continuera de contester ces avis d'imposition au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à sa disposition. Comme ces avis d'imposition se rapportent en grande partie à des entreprises que la société a vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles la société a été tenue de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

La société ne pense pas que la résolution de ces questions aura une incidence défavorable significative sur sa situation financière dans son ensemble. Les paiements effectués par la société ne reflètent pas sa position quant au bien-fondé de la question. Puisque la société s'attend à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité des montants payés en vertu de ces avis d'imposition, elle a comptabilisé la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC ou de la contrepartie aux ententes d'indemnisation dans ses états financiers.

Garanties

La société détient une participation dans 3 Times Square Associates LLC (« 3XSQ Associates »), entité conjointement détenue par l'une de ses filiales et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3, Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En juin 2022, 3XSQ Associates a obtenu une facilité d'emprunt d'une durée de trois ans et d'un montant de 415 M\$ afin de refinancer sa dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. Thomson Reuters et Rudin ont fourni chacun une garantie correspondant à 50 % i) de certains montants du capital des emprunts et ii) des charges d'intérêt et d'exploitation. Thomson Reuters et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et solidaire visant i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur qui découleraient d'actes interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et solidaires, Thomson Reuters et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. La société estime que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur la capacité de la société à emprunter des fonds aux termes de sa facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe.

Note 19 : Transactions entre parties liées

Au 31 mars 2025, l'actionnaire principal de la société, Woodbridge (et ses filiales), détenait en propriété réelle environ 70 % des actions ordinaires de la société.

Transactions avec 3XSQ Associates

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2025, la société a versé un montant de 5 M\$ en trésorerie aux termes d'un appel de fonds.

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours du premier trimestre de 2025. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » figurant à la note 32 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2024 de la société, qui sont inclus dans son rapport annuel 2024, pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.